

DEPARTMENT OF STATE A/CDC/MR

REVIEWED BY J.L. SMITH DATE NOV 22 1982

RDS ☐ or XDS ☐ EXT. DATE

TS AUTH. _____ REASON(S) 1.3(4)(5)

ENDORSE EXISTING MARKINGS ☐ 1.3(4)(9)

DECLASSIFIED ☐ REMARKABLE ☐

RELEASE ☒ IN PART

FA ☒ EXEMPTIONS B-1

FOREIGN SERVICE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

SECURITY : CONFIDENTIAL

PRIORITY: AIR POUCH

69 7 EXCISE
(OVER)

TO : Department of State

755.00/7-650
XR 655.00
795.00

EUR. INDEX

FROM : BRUSSELS 904 July 6 1950

REF : Embtel 5; Emb despatch 888, both of July 3, 1950

SUBJECT : Continued Refusal of Belgian Socialists to Support a Bi-Partisan Foreign Policy

RECD JUL 14
ACTION EUR *
INFO DCR
FE
UNA

The editor of the Socialist daily Le Peuple, Victor LAROCK, DLI continues his series of front-page editorials on foreign policy and on the inability of his party to support a bi-partisan program.

[redacted] Larock entitled his editorial in Le Peuple of July 6 "SECESSION." It starts out with reference to the crisis in Korea, recalling that this emphasizes the precarious bases of peace at the present time, although expressing the belief that the conflict in the Far East will be localized. Nevertheless, in Larock's view, the crisis in East Asia will cause an increase in the preparations for the defense of Western Europe through the Brussels Pact and the North Atlantic Treaty. He adds,

"Belgium, because of its geographic position, occupies an important place in the system. One of the principal routes of juncture between the United States, Great Britain and the Continent passes through our country. We shall have to support a new military expenditure. The laboring population will be called upon for new sacrifices.

"This poses the question: From that point of view, which is that of European security and our own security, has the present Government envisaged the consequences of the abuse of power which it is prepared to commit?"

The rest of the editorial is [redacted] denunciation of the PSC Government and [redacted] refusal to accept any thought of national reconciliation, [redacted] Larock continues:

"It is fatal that the secession which will be provoked [by the PSC] will extend to every terrain: to foreign policy as well as to internal policy; to the military main as well as to the social domain.

"In the course of the debate on the Ministerial

/declaration,

RMcClintock/mae
File 350

CONFIDENTIAL

ACTION COPY — DEPARTMENT OF STATE

The action office must return this permanent record copy to DC/R files with an endorsement of action taken.

755.00/7-650

B-1
B-1
B-1

FILED
R
JUL 25 1950
R
R

declaration, Mr. de SCHRIJVER [former leader of the PSC Party] seemed disconcerted to hear this said. Conciliating and magnanimous, he proposed a common understanding, at least on the international plane; a bi-partisan policy of some sort.

"It is very true that the same Russian and Communist danger menaces all of us, but it is up to those who hold power to take notice of this and to act in consequence.

"They do not have the right to make the personal cause of the King and the interest of their party prevail over that of national concord they have not the right under the pretext of supporting the Constitution to return to the throne a King who has violated it. They do not have the right to divide and tear asunder the country. If they prevail, they should expect to see an irreducible and total opposition raised against them."

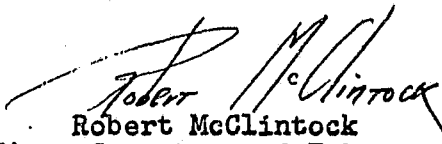
[REDACTED]

B-1

[REDACTED]

B-1

For the Ambassador:


Robert McClintock
First Secretary of Embassy

CONFIDENTIAL

SÉCESSION

Les événements de Corée nous rappellent à tous combien la paix dont nous sommes gratifiés reste précaire. Il est probable que le conflit sera localisé, mais rien ne dit qu'il ne fera pas long feu. Si cela devait être, si les Soviets s'arrangeaient, comme ils en ont les moyens, pour renouveler en Extrême-Orient, d'une manière plus directe, l'expérience qu'ils ont longuement tentée en Grèce par l'intermédiaire de leurs satellites, des réactions en chaîne seraient toujours à craindre : nul ne peut en prévoir l'issue.

Quoi qu'il arrive, dès à présent il est certain que la préparation défensive de l'Europe occidentale va prendre plus d'ampleur et un rythme plus rapide. L'union des Cinq, le pacte de l'Atlantique devront sortir tous leurs effets.

La Belgique, par sa position géographique, occupe dans le système une place importante. Une des principales voies de jonction entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le continent passe par chez nous. Nous enrons à supporter de nouvelles charges militaires. La population laborieuse sera appelée à de nouveaux sacrifices.

• • •

Poseons la question, en pesant bien les termes : de ce point de vue-là, qui est celui de la sécurité européenne et de la nôtre, le gouvernement actuel a-t-il envisagé les conséquences de l'abus de pouvoir qu'il se prépare à commettre ? En mesure-t-il la gravité ?

On nous a rapporté ce mot d'un diplomate désaffecté qui sera adjoint à M. Pirenne dans le futur cabinet du roi : « L'affaire de Corée ? Excellente pour notre cause ! Elle va hâter le rassemblement des Belges autour de S. M. Léopold III ». Des réflexions comme celle-là on disent long sur l'état d'esprit de ceux qui, par aveuglement partisan, nous mènent droit à une situation révolutionnaire.

Déjà le nouveau Premier ministre, dans sa déclaration gouvernementale, s'était servi d'une formule semblable. Il avait parlé de « la réconciliation autour du trône ».

Le vicomte de Bonald, dont le nom n'est peut-être pas inconnu de M. Davieusart, a écrit entre autres maximes réactionnaires, mais perspicaces : « Des sottises faites par des gens habiles ; des extravagances dites par des gens d'esprit ; des crimes commis par d'honnêtes gens : voilà les révolutions ». C'est souvent ainsi, en effet, qu'elles commencent. Et nous en sommes là.

Quand le roi sera rentré, il fera un geste, nous en ferons d'autres, et après quelques négociations soûplement conduites, tout rentrera dans l'ordre. Qui parle de jeter le pays dans la révolution ? Nous sommes des modérés. Nous le prouverons. Nos intentions sont pures. Nous ferons appel au bon sens des uns, au patriotisme des autres. Et si certains ne veulent pas entendre raison, nous sommes assez forts pour sévir !

— Il faudra qu'ils sévissent, plus tôt qu'ils oseront. Et voilà qui renversera quelques pen leurs pleins, en attendant qu'eux-mêmes soient renversés. Ni la grande majorité des Wallons ni les travailleurs socialistes dans l'ensemble du pays ne sont disposés à s'incliner devant l'arbitraire d'un parti et d'un gouvernement qui s'appuient sur 47 p. c. du corps électoral. Au coup de force ils répondront par la force. Le P. S. C. croit faire accepter le fait accompli en donnant ensuite des apaisements ? Il croit imposer la paix après une déclaration de guerre ? Il en sera pour ses frais d'illusion. Il se trouve aux prises avec une situation pourrissante. Qu'il en soit conscient ou non, il en est dès maintenant responsable.

• • •

Il est fatal que la sécession qu'il aura provoquée s'étende sur tous les terrains : à la politique étrangère comme à la politique intérieure, au domaine militaire comme au domaine social.

An cours du débat sur la déclaration ministérielle, M. De Schryver a paru déconcerté de se l'entendre dire. Conciliant et magnanime, il proposait la bonne entente au moins sur le plan international : une politique bipartite, en quelque sorte.

Il est bien vrai que le même danger russe et communiste nous menace tous. Mais c'est à ceux qui détiennent le pouvoir de s'en aviser et de se comporter en conséquence.

Ils n'ont pas le droit de faire prévaloir la cause personnelle du roi et l'intérêt de leur parti sur la concorde nationale.

Ils n'ont pas le droit de faire violence aux sentiments de la moitié des Belges.

Ils n'ont pas le droit, sous prétexte de revenir à la Constitution, de ramener sur le trône un roi qui l'a violée.

Ils n'ont pas le droit de diviser et de déchirer le pays.

S'ils passent outre, ils doivent s'attendre à voir se dresser contre eux une opposition irrécusable et totale. Victor LAROCK

"It is internal...
[by the PSQ] will extend to every terrain: to foreign policy as well as to internal policy; to the military as well as to the social domain.

"In the course of the debate on the Ministerial

/declaration,

RMcClintock/mae
File 350

CONFIDENTIAL

ACTION COPY — DEPARTMENT OF STATE

The action office must return this permanent record copy to DC/R files with an endorsement of action taken.

de M. Duviols, a écrit entre autres maximes réactionnaires, mais perspicaces : « Des sottises faites par des gens habiles; des extravagances dites par des gens d'esprit; des crimes commis par d'honnêtes gens : voilà les révolutions ». C'est souvent ainsi, en effet, qu'elles commencent. Et nous en sommes là.

texte de revenir à la Constitution, de ramener sur le trône un roi qui l'a violée.

Ils n'ont pas le droit de diviser et de déchirer le pays.

S'ils passent outre, ils doivent s'attendre à voir se dresser contre eux une opposition irréductible et totale. Victor LAROCK

La réconciliation autour du trône de Léopold III ? De Léopold III qui accepte d'être réintégré sous l'égide d'un parti, après avoir déclaré que le chef de l'Etat doit être en dehors et au-dessus des partis ? De Léopold III qui ne sera sur le trône, quoi qu'il dise et qu'il fasse, que l'allié et l'obligé d'un gouvernement clérical ? De Léopold III qui a perdu la confiance de la moitié des Belges ? Il n'est pas de plus grande sottise.

La réconciliation autour du trône, après l'épreuve de force imposée par 60 p. c. de catholiques flamands à 60 p. c. de Bruxellois et à 66 p. c. de Wallons ? La réconciliation par la main tendue après le coup de poing dans la figure ? La réconciliation dans le mépris des droits de la minorité ? La réconciliation des patriotes et des inciviques, autour d'un roi qui a cru à la victoire de l'ennemi et a réglé là-dessus sa conduite ? Il n'est pas de pire extravagance.

— Bah ! se disent M. Duviolsart et les siens, Sottise... extravagance... crime... Croit-on que ce langage nous impressionne ?